

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29373]

3 AVRIL 2014. — Décret portant modification du décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des collaborations entre la culture et l'enseignement (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des Collaborations entre la Culture et l'Enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

a. à la fin du point 1^o, les mots « ainsi que les internats annexés, les internats autonomes et les homes d'accueil permanents » sont ajoutés;

b. le point 2^o est remplacé par :

« 2^o « Opérateur culturel » :

— les services culturels et artistiques du Gouvernement de la Communauté française;

— pour autant qu'elles aient été préalablement reconnues par le Ministre en charge de la Culture :

- *a)* toute personne morale, à l'exclusion des sociétés commerciales, reconnue ou subventionnée par la Communauté française, dont l'objet social ou l'activité relève des secteurs culturels et artistiques ressortissant aux compétences des Services du Gouvernement de la Communauté française;

- *b)* toute personne physique attestant d'une compétence et d'une expérience professionnelle artistiques et pédagogiques »;

c. le point 4^o est remplacé par :

« 4^o « Secteurs culturels et artistiques » : les activités artistiques liées aux sciences, à l'architecture, à l'artisanat d'art, aux arts forains, du cirque et de la rue, aux arts plastiques, aux arts numériques, au cinéma, à la danse, aux lettres, aux multimédias, à la musique, au patrimoine, au théâtre et aux pratiques relevant de l'éducation permanente dans les secteurs cités ci-avant; ».

Art. 2. L'article 3 du même décret est remplacé par :

« Art. 3. Le présent décret poursuit les objectifs suivants :

1^o permettre aux élèves des écoles d'avoir accès à la culture et aux différentes formes de la création et de l'expression artistique au cours de leur parcours scolaire en vue notamment de rencontrer les objectifs généraux définis à l'article 6 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

2^o favoriser l'émancipation des élèves en leur donnant les moyens d'accéder aux différents langages de la création, en les aidant à développer leur créativité, leur imaginaire, en éveillant leur sensibilité;

3^o informer les jeunes sur le monde de la création artistique, les études artistiques et les métiers de la culture par le contact avec des artistes, des intervenants spécialisés et d'autres professionnels de la Communauté française;

4^o contribuer à la lutte contre l'échec scolaire par la prise en compte dans les pratiques pédagogiques des diverses formes d'intelligence;

5^o renforcer et valoriser, entre les écoles et les opérateurs culturels ou les établissements d'enseignement partenaires, les collaborations tendant à l'initiation des élèves aux activités culturelles et artistiques et à la pratique active de celles-ci par le biais de projets spécifiques ou innovants, d'initiatives développées par la Communauté française, ou de dispositifs complémentaires à une dynamique culturelle au sein de l'école;

6^o organiser la mise à disposition, pour les enseignants, d'informations et d'outils pédagogiques leur permettant de développer des activités culturelles et artistiques avec leurs élèves;

7^o sensibiliser les acteurs de l'enseignement à l'intérêt d'une démarche artistique et culturelle, continue et plurielle dans sa diversité d'expressions et sa dimension interdisciplinaire. ».

Art. 3. A l'article 4 du même décret, le mot « domaines » est remplacé par le mot « secteurs ».

Art. 4. Dans le même décret, le chapitre 2 du titre 3 contenant l'article 7 est abrogé.

Art. 5. A l'article 8 du même décret, la modification suivante est apportée :

A l'alinéa 1^{er}, les mots « ou labellisées conformément à l'article 7, » sont supprimés.

Art. 6. A l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1^{er}, les mots « entre les écoles et les opérateurs culturels » sont remplacés par les mots « visées par le présent chapitre ». »

b) au § 1^{er}, 2^e tiret, les mots « section 3 » sont remplacés par les mots « section 2 »;

c) le § 2 est supprimé.

Art. 7. L'intitulé de la section 2 du chapitre 7 du même décret est remplacé par :

« Section 2. — Des collaborations durables et ponctuelles ».

Art. 8. L'article 13 du même décret est remplacé par :

« Art. 13. § 1^{er}. Par collaboration durable, il faut entendre toute activité culturelle ou artistique répondant à un appel à projets, menée sur une année scolaire, essentiellement réalisée durant le temps scolaire sur base d'une convention de partenariat conclue entre les parties concernées telles que visées à l'article 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o.

§ 2. Par collaboration ponctuelle, il faut entendre toute activité culturelle et artistique répondant à un appel à projets, menée sur une période comprise entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre ou entre le 1^{er} janvier et le 30 juin, essentiellement réalisée durant le temps scolaire sur base d'une convention de partenariat conclue entre les parties concernées telles que visées à l'article 1^{er}, 1^o, 2^o et 3^o. ».

Art. 9. L'article 14 du même décret est remplacé par :

« Art. 14. Le Gouvernement communique chaque année, sous forme de circulaire, un appel à projets conforme à l'article 3 et s'inscrivant dans le programme d'actions concerté visé à l'article 6, qui invite les écoles, les opérateurs culturels et les établissements d'enseignement partenaires à se concerter en vue d'introduire un ou plusieurs projets de collaboration durable ou ponctuelle. ».

Art. 10. L'article 15 du même décret est remplacé par :

« Art. 15. Le projet de collaboration durable ou ponctuelle est introduit par l'école, l'opérateur culturel ou l'établissement d'enseignement partenaire.

Le nombre de projets que peut introduire une école n'est pas limité pour autant que ces projets s'adressent à des groupes d'élèves différents.

Le nombre de projets que peut introduire un opérateur culturel ou un établissement d'enseignement partenaire n'est pas limité.

Cependant, un même opérateur culturel ou un même établissement d'enseignement partenaire ne peut bénéficier de subventions, ni pour un nombre de projets excédant 10 % du nombre total de projets sélectionnés, ni pour un montant global lui étant versé de manière directe ou indirecte via l'établissement scolaire dépassant 10 % du budget total alloué au subventionnement des projets de collaborations sélectionnés. ».

Art. 11. A l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou ponctuelle » sont ajoutés entre les mots « collaboration durable » et le mot « doit »;

b) au § 1^{er}, 2^o, 1^{er} tiret, les mots « pour lequel est sollicité le financement » sont supprimés;

c) au § 1^{er}, le 3^o est remplacé par :

« 3^o Comprendre l'engagement mutuel de l'école, de l'opérateur culturel et/ou de l'établissement d'enseignement partenaire, d'assurer l'organisation des activités conformément à une convention de partenariat conclue entre les parties concernées telles que visées à l'article 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, et qui précise l'allocataire du financement. »;

d) Au § 2, les mots « , le modèle de convention de partenariat » sont ajoutés entre les mots « descriptif du projet » et les mots « et le modèle de budget ».

Art. 12. L'article 17, § 1^{er}, du même décret est remplacé par :

« Art. 17. § 1^{er}. Tenant compte du programme d'actions concerté visé à l'article 6, la Commission de sélection et d'évaluation soumet au Gouvernement les projets de collaborations durables et ponctuelles recevables qu'elle a sélectionnés en fonction des critères suivants :

1^o le lien avec le projet d'établissement et les référentiels de compétence;

2^o le degré de préparation du projet;

3^o la qualité des objectifs visés;

4^o la qualité du processus et des méthodes utilisées;

5^o le caractère interdisciplinaire;

6^o l'implication et la participation active des élèves et des enseignants dans le projet;

7^o l'apport du projet aux élèves sur le plan d'au moins un des objectifs suivants :

a) le développement des capacités d'analyse et de l'esprit critique et l'initiation à une démarche citoyenne;

b) la lutte contre les formes d'exclusion socioculturelle par la sensibilisation à la diversité des formes de culture, d'expression et de créativité;

c) le développement chez les élèves du goût pour la fréquentation des lieux de production et de diffusion culturelles et le contact direct avec les œuvres par l'appropriation des langages culturels et artistiques;

d) le renforcement des liens entre les écoles et leur environnement immédiat par le développement d'activités culturelles et artistiques qui impliquent le regard des élèves sur leur quartier, leurs lieux de vie, l'histoire de ceux-ci et la mémoire des populations qui y vivent;

8^o les prolongements envisagés une fois l'activité réalisée. ».

Art. 13. Dans le Titre 3, chapitre 7, du même décret, la section 3 est abrogée.

Art. 14. L'article 22 du même décret est remplacé par :

« Art. 22. Les projets de collaboration relevant de la présente section sont gérés directement par les services du Gouvernement ou en collaboration avec un opérateur tiers.

Quand ils s'intègrent dans le cadre des dispositifs développés et mis en œuvre par la Communauté française repris dans le programme d'actions concerté visé à l'article 6, les projets de collaboration sont présumés répondre aux objectifs visés à l'article 3 et peuvent bénéficier d'un financement. ».

Art. 15. L'article 23 du même décret est remplacé par :

« Art. 23. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement peut conclure des partenariats privilégiés avec certains opérateurs culturels justifiant d'une expérience et d'une notoriété pédagogiques et dont l'action est accompagnée de productions pédagogiques.

Le cas échéant, le Gouvernement lance un appel à candidatures et conclut les partenariats visés à l'alinéa précédent sur proposition du Conseil de concertation et sur base des critères suivants :

- 1° la qualité des objectifs visés;
- 2° la qualité du processus et des méthodes utilisées;
- 3° le caractère interdisciplinaire;
- 4° l'implication et la participation active des élèves et des enseignants dans les projets;
- 5° l'apport des projets aux élèves sur le plan d'au moins un des objectifs suivants :
 - a) le développement des capacités d'analyse et de l'esprit critique et l'initiation à une démarche citoyenne;
 - b) la lutte contre les formes d'exclusion socioculturelle par la sensibilisation à la diversité des formes de culture, d'expression et de créativité;
 - c) le développement chez les élèves du goût pour la fréquentation des lieux de production et de diffusion culturelles et le contact direct avec les œuvres par l'appropriation des langages culturels et artistiques;
 - d) le renforcement des liens entre les écoles et leur environnement immédiat par le développement d'activités culturelles et artistiques qui impliquent le regard des élèves sur leur quartier, leurs lieux de vie, l'histoire de ceux-ci et la mémoire des populations qui y vivent;
- 6° les prolongements envisagés une fois les activités réalisées;
- 7° la qualité des productions pédagogiques;
- 8° la fiabilité du budget qui doit reposer sur des estimations dûment détaillées et argumentées.

L'action conjointe de ces partenaires privilégiés doit s'étendre à l'ensemble du territoire de la Communauté française. ».

Art. 16. L'article 25 du même décret est remplacé par :

« Art. 25. Il est institué un Conseil de concertation permanent entre la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, la Direction générale de la Culture et le Service général de l'Audiovisuel et du Multimédia, dénommé ci-après « le Conseil de concertation. ».

Le Conseil de concertation est présidé par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, sous l'autorité duquel il est directement placé.

Le Conseil de concertation est composé :

- 1° d'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire, d'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et d'un représentant du Ministre en charge de la Culture;
- 2° de l'Administrateur général de la Culture;
- 3° du Directeur général de l'Enseignement obligatoire;
- 4° du Directeur général de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit;
- 5° du Directeur général adjoint du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias;
- 6° de quatre représentants des Services de l'Inspection de la Communauté française : un pour l'enseignement fondamental, un pour l'enseignement secondaire, un pour l'enseignement spécialisé et un pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;
- 7° de trois experts externes désignés conjointement par les Ministres chargés de l'Enseignement obligatoire, de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et de la Culture;
- 8° d'un représentant du Service général d'Inspection de la Culture du Ministère de la Communauté française.
- 9° du responsable de la Cellule Culture-Enseignement;

Le Président et les membres du Conseil de concertation cités à l'alinéa 3, 2°, 3°, 4°, 5° et 9° peuvent être représentés par leur délégué.

Les membres visés à l'alinéa 3, 7°, sont désignés pour une période de trois ans.

Le secrétariat est assuré par la Cellule Culture-Enseignement. ».

Art. 17. A l'article 26 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au point 2°, les mots « 3, 17 et 21 conformément aux stratégies et axes prioritaires adoptés dans le cadre du programme d'actions concerté » sont remplacés par les mots « 3 et 17 »;
- b) au point 3°, les mots « 3, 17 et 21, ainsi que les stratégies et axes prioritaires adoptés dans le cadre du programme d'actions concerté » sont remplacés par les mots « 3 et 17 »;
- c) les points 4° et 5° sont supprimés;
- d) au point 7°, les mots « 23 et suivants » sont remplacés par les mots « 23 et 24 »;
- e) au point 8°, les mots « , sur base du rapport préalable transmis par la Commission de sélection et d'évaluation visé à l'article 30, § 3, » sont supprimés.

Art. 18. A l'article 27 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le § 1^{er} :
 - a) au 1^{er} tiret du 2^{ème} alinéa, les mots « les demandes de labellisation des » sont supprimés;
 - b) le 2^e tiret du même alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Tient à jour l'inventaire, visé à l'article 8, des initiatives existantes développées par la Communauté française qui tendent à rapprocher la culture et l'art de l'école et en assure la diffusion via une banque de données informatisée accessible à tous; »;
 - c) au 6^e tiret de ce même alinéa, les mots « ou participe à » sont insérés entre le mot « Organise » et les mots « des rencontres ».
- 2° le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La Cellule Culture-Enseignement est également chargée de statuer sur la recevabilité des projets de collaborations durables et ponctuelles et de vérifier s'ils satisfont :

- aux critères de recevabilité fixés par l'article 16;
- aux conditions de présentation des projets fixées par l'appel à projets.

La Cellule Culture-Enseignement accuse réception des dossiers et communique les demandes recevables à la Commission de sélection et d'évaluation. ».

Art. 19. A l'article 28 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au § 1^{er}, 2^{ème} alinéa, les mots « ou son délégué » sont supprimés;

b) le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Elle est composée :

1° d'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire, d'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et d'un représentant du Ministre en charge de la Culture;

2° de l'Administrateur général de la Culture;

3° du Directeur général de l'Enseignement obligatoire;

4° du Directeur général de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

5° du Directeur général adjoint du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias;

6° du Directeur général adjoint du Service général du Pilotage du système éducatif;

7° de quatre représentants du Service général d'Inspection de l'enseignement : un pour l'enseignement fondamental, un pour l'enseignement secondaire, un pour l'enseignement spécialisé et un pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

8° d'un représentant du Service général d'Inspection de la Culture;

9° de trois experts externes désignés conjointement par les Ministres chargés de l'Enseignement obligatoire, de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et de la Culture;

10° de quatre représentants désignés par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement;

11° du responsable de la Cellule Culture Enseignement.

Le Président et les membres de la Commission de sélection et d'évaluation cités à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 11°, peuvent être représentés par leur délégué.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 9° sont désignés pour une période de trois ans.

Le secrétariat est assuré par la Cellule Culture-Enseignement. »;

c) le 1^{er} alinéa du § 3 est remplacé par :

« § 3. Les membres visés aux points 1° à 10°, ainsi que le Président, siègent avec voix délibérative.

Le membre visé au 11° siège avec voix consultative. ».

Art. 20. A l'article 30, le § 3 est supprimé.

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°625-1. — Amendement de commission, n° 625-2. – Rapport, n° 625-3. *Compte-rendu intégral.* – Discussion et adoption. Séance du 2 avril 2014.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29373]

3 APRIL 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a. aan het einde van punt 1°, worden de woorden « alsook de verbonden internaten, de autonome internaten en de permanente opvangtehuizen » toegevoegd;

b. punt 2° wordt vervangen door :

« 2° « Culturele operator » :

— de culturele en artistieke diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

— voor zover ze voorafgaandelijk erkend werden door de Minister van Cultuur :

- a) elke rechtspersoon, met uitzondering van de handelmaatschappijen, die erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap, waarvan het maatschappelijk doel of de activiteit onder de culturele en artistieke sectoren ressorteert die onder de bevoegdheden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap vallen;

- b) elke natuurlijke persoon die artistieke en pedagogische bekwaamheden en beroepservaring kan bewijzen »;

c. punt 4° wordt vervangen door :

« 4° « Culturele en artistieke sectoren » : de artistieke activiteiten in verband met de wetenschappen, de architectuur, de ambachtscunst, de kermis-, circus- en

straatkunsten, de beeldende kunsten, de digitale kunsten, de film, de dans, de letteren, de multimedia, de muziek, het erfgoed, het theater en de praktijken die onder de permanente opvoeding in de bovenvermelde sectoren ressorteren; ».

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

« Art. 3. Dit decreet heeft als doel :

1° de leerlingen van de scholen toegang te verlenen tijdens hun schooljaren tot cultuur en tot de verschillende vormen van artistieke creatie en kunstuitdrukking om inzonderheid de algemene doelstellingen te bereiken, zoals bepaald in artikel 6 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

2° de emancipatie van de leerlingen te bevorderen waarbij deze middelen krijgen om toegang te hebben tot de verschillende vormen van creatie zodat ze hun creativiteit en verbeeldingskracht kunnen ontwikkelen door hun gevoeligheid te doen ontluiken;

3° de jongeren te informeren over de wereld van de artistieke creatie, de artistieke studies en de beroepen inzake cultuur door een contact met de artiesten, de gespecialiseerde actoren en andere professionelen van de Franse Gemeenschap;

4° bij te dragen tot de strijd tegen falen op school door de verschillende vormen van verstand in de pedagogische praktijken op te nemen;

5° tussen de scholen en de culturele operatoren of partneronderwijsinrichtingen, de samenwerking te versterken en te herwaarderen met het oog op de initiatie van leerlingen tot culturele en artistieke activiteiten en op de actieve praktijk van deze activiteiten via specifieke en innoverende projecten, initiatieven ontwikkeld door de Franse Gemeenschap of systemen een culturele dynamiek binnen de school aanvullen;

6° de terbeschikkingstelling van informatie en pedagogische hulpmiddelen voor leerkrachten te organiseren waarbij ze met hun leerlingen culturele en artistieke activiteiten kunnen ontwikkelen.

7° de actoren van het onderwijs gevoelig te maken voor het belang van een artistieke en culturele, voortdurende en veelvoudige benadering in haar uitdrukkingsdiversiteit en haar interdisciplinaire dimensie. ».

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt het woord « gebieden » vervangen door het woord « sectoren ».

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt hoofdstuk 2 van titel 3, dat artikel 7 bevat, opgeheven.

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde decreet wordt de volgende wijziging aangebracht :

In het eerste lid worden de woorden « of gelabeld worden overeenkomstig artikel 7, » geschrapt.

Art. 6. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 worden de woorden « tussen de scholen en de culturele operatoren » vervangen door de woorden « bedoeld in dit hoofdstuk ». »

b) in § 1, tweede streepje, worden de woorden « afdeling III » vervangen door de woorden « afdeling 2 »;

c) § 2 wordt geschrapt.

Art. 7. Het opschrift van afdeling II van hoofdstuk 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

« Afdeling II. — Duurzame en occasionele samenwerking ».

Art. 8. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

« Art. 13. § 1. Onder duurzame samenwerking wordt verstaan elke culturele of artistieke activiteit die beantwoordt aan een oproep voor projecten, georganiseerd gedurende een schooljaar, die hoofdzakelijk georganiseerd wordt tijdens de schoolperiode op basis van een partnerschapsovereenkomst gesloten tussen de betrokken partijen, zoals bedoeld in artikel 1, 1°, 2° en 3°.

§ 2. Onder occasionele samenwerking wordt verstaan elke culturele en artistieke activiteit die beantwoordt aan een oproep voor projecten, georganiseerd gedurende een periode tussen 1 september en 31 december of tussen 1 januari en 30 juni, die hoofdzakelijk georganiseerd wordt tijdens de schoolperiode op basis van een partnerschapsovereenkomst gesloten tussen de betrokken partijen, zoals bedoeld in artikel 1, 1°, 2° en 3°. ».

Art. 9. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

« Art. 14. De Regering deelt elk jaar, in de vorm van een omzendbrief, een oproep voor projecten mee die overeenstemt met artikel 3 en die past in het kader van het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6, dat de scholen, de culturele operatoren en de partneronderwijsinrichtingen uitnodigt om samen overleg te plegen om één of meer projecten voor duurzame of occasionele samenwerking in te dienen. ».

Art. 10. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

« Art. 15. Het project voor duurzame of occasionele samenwerking wordt door de school, de culturele operator of de partneronderwijsinrichting ingediend.

Het aantal projecten dat een school mag indienen, is niet beperkt voor zover deze projecten tot verschillende groepen leerlingen gericht zijn.

Het aantal projecten dat een culturele operator of een partneronderwijsinrichting mag indienen, is niet beperkt.

Eenzelfde culturele operator of eenzelfde partneronderwijsinrichting mag nochtans geen subsidies genieten, noch voor een aantal projecten boven 10 % van het globale aantal gekozen projecten, noch voor een globaal bedrag dat hem rechtstreeks of onrechtstreeks wordt betaald via de schoolinrichting boven 10 % van de globale begroting toegekend voor de subsidiering van de gekozen projecten voor samenwerking ».

Art. 11. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid worden de woorden « of occasionele » toegevoegd tussen de woorden « moet het project voor duurzame » en het woord "samenwerking";

b) in § 1, 2°, eerste streepje worden de woorden « waarvoor een financiering wordt aangevraagd » geschrapt;

c) in § 1, wordt 3° vervangen door :

« 3° de onderlinge verbintenissen omvatten van de school, de culturele operator en/of de partneronderwijsinrichting, voor de organisatie van de activiteiten te zorgen overeenkomstig een partnerschapsovereenkomst gesloten tussen de betrokken partijen, zoals bedoeld in artikel 1, 1°, 2°, 3° met vermelding van de ontvanger van de financiering. »;

d) In § 2, worden de woorden « , het model van partnerschapsovereenkomst » toegevoegd tussen de woorden « beschrijving van het project » en de woorden « en het model van de budgettaire vooruitzichten ».

Art. 12. Artikel 17, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. § 1. Rekening houdend met het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6, legt de Selectie- en evaluatiecommissie de Regering de ontvankelijke projecten voor duurzame en occasionele samenwerking voor die ze geselecteerd heeft in functie van de volgende criteria :

1° het verband met het inrichtingsproject en referentiesystemen voor vaardigheden;

2° de graad van voorbereiding van het project;

3° de kwaliteit van de nagestreefde doelstellingen;

4° de kwaliteit van het proces en de gebruikte methodes;

5° het interdisciplinair karakter;

6° de betrokkenheid en de actieve deelname van de leerlingen en de leerkrachten in het project;

7° de bijdrage van het project voor de leerlingen op het gebied van ten minste één van de volgende doelstellingen :

a) de ontwikkeling van het analytische vermogen en de kritische geest van de leerlingen en hun opvoeding tot burgerzin;

b) de strijd tegen de vormen van socio-culturele uitsluiting door de sensibilisering voor de verscheidenheid van de vormen van cultuur, uitdrukking en creativiteit;

c) de ontwikkeling van de aantrekkingskracht bij de leerlingen van de culturele productie- en verspreidingsplaatsen en het rechtstreeks contact met de kunstwerken door het aanleren van de culturele en artistieke uitdrukkingsmiddelen;

d) de versterking van de banden tussen de scholen en de rechtstreekse omgeving door de ontwikkeling van culturele en artistieke activiteiten steunend op de kijk van de leerlingen op hun wijk, levensplaatsen, de geschiedenis van deze en het geheugen van de bevolkingsgroepen die erin leven;

8° de overwogen gevolgen van het project nadat de activiteit volbracht is. ».

Art. 13. In Titel 3, hoofdstuk 7, van hetzelfde decreet wordt de afdeling 3 opgeheven.

Art. 14. Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. De samenwerkingsprojecten die tot deze afdeling behoren, worden rechtstreeks beheerd door de diensten van de Regering of in samenwerking met een derde operator.

Wanneer de samenwerkingsprojecten in het kader passen van de mechanismen ontwikkeld en uitgevoerd door de Franse Gemeenschap, die opgenomen worden in het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6, worden ze geacht aan de doelstellingen bedoeld in artikel 3 te beantwoorden en kunnen in aanmerking komen voor een financiering. ».

Art. 15. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan de Regering geprivilegieerde partnerschappen sluiten met sommige culturele operatoren die het bewijs leveren van een pedagogische ervaring en een pedagogische beroemdheid en waarvan de actie gepaard gaat met pedagogische producties.

De Regering doet in voorkomend geval een oproep tot kandidaten en sluit partnerschapsovereenkomsten, zoals bedoeld in het vorige lid op voorstel van de Overlegraad en op basis van de volgende criteria :

1° de kwaliteit van de nagestreefde doelstellingen;

2° de kwaliteit van het proces en de gebruikte methodes;

3° het interdisciplinair karakter;

4° de betrokkenheid en de actieve deelname van de leerlingen en de leerkrachten in de projecten;

5° de bijdrage van de projecten voor de leerlingen op het gebied van ten minste één van de volgende doelstellingen :

a) de ontwikkeling van het analytische vermogen en de kritische geest van de leerlingen en hun opvoeding tot burgerzin;

b) de strijd tegen de vormen van socio-culturele uitsluiting door de sensibilisering voor de verscheidenheid van de vormen van cultuur, uitdrukking en creativiteit;

c) de ontwikkeling van de aantrekkingskracht bij de leerlingen van de culturele productie- en verspreidingsplaatsen en het rechtstreeks contact met de kunstwerken door het aanleren van de culturele en artistieke uitdrukkingsmiddelen;

d) de versterking van de banden tussen de scholen en de rechtstreekse omgeving door de ontwikkeling van culturele en artistieke activiteiten die aanleiding geven tot een blik van de leerlingen op hun buurten, levensplaatsen, de geschiedenis van deze en het geheugen van de bevolkingsgroepen die erin leven;

6° de overwogen gevolgen project nadat de activiteit volbracht is;

7° de kwaliteit van de pedagogische producties;

8° de betrouwbaarheid van de budgettaire vooruitzichten die gebaseerd moeten worden op de behoorlijk uitvoerige en beargumenteerde ramingen.

De gezamenlijke actie van deze geprivilegieerde partners moet zich over het hele grondgebied van de Franse Gemeenschap uitbreiden. ».

Art. 16. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 25. Er wordt een vaste Overlegraad ingesteld tussen de Algemene Directie Leerplichtonderwijs, de Algemene Directie Cultuur en de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en voor de Multimedia, hierna de « Overlegraad » genoemd. ».

De Overlegraad wordt voorgezeten door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, onder wiens gezag hij onmiddellijk wordt vervangen.

De Overlegraad is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister belast met het Leerplichtonderwijs, een vertegenwoordiger van de Minister van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en een vertegenwoordiger van de Minister van Cultuur;

2° de Administrateur-generaal van Cultuur;

3° de Directeur-generaal van het Leerplichtonderwijs;

4° de Directeur-generaal van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

5° de Adjunct-Directeur-generaal van de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en voor de Multimedia;

6° vier vertegenwoordigers van de Inspectiediensten van de Franse Gemeenschap : één voor het basisonderwijs, één voor het secundair onderwijs, één voor het gespecialiseerd onderwijs en één voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

7° drie externe deskundigen, gezamenlijk aangesteld door de Ministers van Leerplichtonderwijs, Secundair Kunstonderwijs met beperkt leerplan en Cultuur;

8° een vertegenwoordiger van de Algemene Inspectiedienst voor Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

9° de verantwoordelijke van de Cel Cultuur-Onderwijs;

De Voorzitter en de leden van de Overlegraad bedoeld in het derde lid, 2°, 3°, 4°, 5° en 9° kunnen door hun afgevaardigde vertegenwoordigd worden.

De leden bedoeld in het derde lid 3, 7°, worden aangesteld voor een periode van drie jaar.

Het secretariaat wordt waargenomen door de Cel Cultuur-Onderwijs. ».

Art. 17. In artikel 26 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 2°, worden de woorden « 3, 17 en 21 opsomt overeenkomstig de strategieën en de prioritaire hoofdlijnen aangenomen in het kader van het overlegd actieprogramma » vervangen door de woorden « 3 en 17 opsomt »;

b) onder punt 3°, worden de woorden « 3, 17 en 21 beantwoorden, alsook de strategieën en prioritaire hoofdlijnen aangenomen in het kader van het overlegd actieprogramma » vervangen door de woorden « 3 en 17 beantwoorden »;

c) de punten 4° en 5° worden geschrapt;

d) onder punt 7°, worden de woorden « 23 en volgende » vervangen door de woorden « 23 en 24 »;

e) onder punt 8°, worden de woorden « , op basis van het voorafgaand verslag dat door de Selectie- en evaluatiecommissie bedoeld in artikel 30, § 3 meegedeeld wordt, » geschrapt.

Art. 18. In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 :

a) onder het eerste streepje van het tweede lid worden de woorden « de aanvragen tot labeling van de » geschrapt;

b) het tweede streepje van hetzelfde lid wordt vervangen als volgt :

« houdt ze de lijst bedoeld in artikel 8 bij van de bestaande initiatieven die door de Franse Gemeenschap worden ontwikkeld die ten doel hebben cultuur en kunst dichter bij de school te brengen en zorgt ze voor de verspreiding via een computergestuurde databank die voor iedereen toegankelijk is; »;

c) onder het zesde streepje van hetzelfde lid worden de woorden « of neemt ze mee aan » ingevoegd tussen het woord « Organiseert » en het woord « ontmoetingen ».

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De Cel Cultuur-Onderwijs moet ook beslissen over de ontvankelijkheid van de projecten voor duurzame en occasionele samenwerking en nakijken of deze voldoen :

— aan de criteria inzake ontvankelijkheid vastgesteld in artikel 16;

— aan de voorwaarden inzake voorlegging van projecten vastgesteld in de oproep voor projecten.

De Cel Cultuur-Onderwijs meldt ontvangst van de dossiers en deelt de ontvankelijke aanvragen aan de Selectie- en evaluatiecommissie mee. ».

Art. 19. In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, tweede lid, worden de woorden « of zijn afgevaardigde » geschrapt;

b) § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Ze is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister belast met het Leerplichtonderwijs, een vertegenwoordiger van de Minister belast met het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en een vertegenwoordiger van de Minister van Cultuur;

2° de Administrateur-generaal van Cultuur;

3° de Directeur-generaal van het Leerplichtonderwijs;

4° de Directeur-generaal van het Secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

5° de Adjunct-Directeur-generaal van de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en voor de Multimedia;

6° de Adjunct-Directeur-generaal van de Algemene Dienst voor het sturingssysteem van het onderwijsnet;

7° vier vertegenwoordigers van de Algemene Inspectiedienst van het onderwijs : één voor het basisonderwijs, één voor het secundair onderwijs, één voor het gespecialiseerd onderwijs en één voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

8° een vertegenwoordiger van de Algemene Inspectiedienst van Cultuur;

9° drie deskundigen, gezamenlijk aangesteld door de Ministers van Leerplichtonderwijs, Secundair Kunst- onderwijs met beperkt leerplan en Cultuur;

10° vier vertegenwoordigers aangesteld door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs;

11° de verantwoordelijke van de Cel Cultuur-Onderwijs.

De Voorzitter en de leden van de Selectie- en evaluatiecommissie bedoeld in het eerste lid, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 11°, kunnen door hun afgevaardigde vertegenwoordigd worden.

De leden bedoeld in het eerste lid, 9° worden aangesteld voor een periode van drie jaar.

Het secretariaat wordt waargenomen door de Cel Cultuur-Onderwijs. »;

c) het eerste lid van § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. De leden bedoeld in de punten 1° tot 10°, alsook de Voorzitter, zijn stemgerechtigd.

Het lid bedoeld in 11° zetelt met raadgevende stem. ».

Art. 20. In artikel 30 wordt § 3 geschrapt.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 625-1. — Commissieamendementen, nr. 625-2. — Verslag nr. 625-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming.- Vergadering van 2 april 2014.